

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

Personne publique / Pouvoir adjudicateur :

Etablissement en gestion directe de l'AEFE de

Marrakech

Lycée Victor Hugo

Route de Targa

40 000 Marrakech

MAROC

MAPA n° 2026/001

SURVEILLANCE, GARDIENNAGE ET SÉCURITÉ / SÛRETÉ

A compter du 1er septembre 2026

TABLE DES MATIÈRES

<u>ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES</u>	3
1.1 OBJET DU MARCHÉ	3
1.2 FORME DU MARCHÉ	3
1.3 PROCEDURE DE PASSATION ET MONTANT	3
1.4 DUREE DU MARCHÉ	3
<u>ARTICLE 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ</u>	3
2.1 PIÈCES PARTICULIÈRES	4
2.2 PIÈCES GÉNÉRALES	4
<u>ARTICLE 3 : SOUS-TRAITANCE</u>	4
<u>ARTICLE 4 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL</u>	4
4.1 MESURES DE PRÉVENTION	4
4.2 ORGANISATION DU TRAVAIL	4
<u>ARTICLE 5 : LIEU D'EXECUTION, HORAIRES ET EFFECTIFS AFFECTES</u>	4
<u>ARTICLE 6 : DESCRIPTION ET MODALITÉS D'EXECUTION DES PRESTATIONS</u>	5
6.1 CONDITIONS D'EXECUTION	5
6.2 DESCRIPTION DE LA PRESTATION	6
6.3 PERSONNEL AFFECTE A L'EXECUTION DE LA PRESTATION	6
6.4 PRESTATIONS EXCEPTIONNELLES	7
<u>ARTICLE 7 : MOYENS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE</u>	7
7.1 ORGANISATION	7
7.2 ENCADRANT	7
7.3 MOYENS MATÉRIELS INCOMBANT AU TITULAIRE	8
7.4 CONDITIONS D'ACCÈS AUX SITES DU POUVOIR ADJUDICATEUR	9
7.4.1 ACCESS DU PERSONNEL DU TITULAIRE	9
7.4.2 ACCESS DES PERSONNES EXTÉRIEURES	9
7.5 CONTROLES INOPINES	9
7.6 DOMMAGES CAUSES AUX INSTALLATIONS, ÉQUIPEMENTS ET MATÉRIELS DU POUVOIR ADJUDICATEUR	9
7.7 FORMATION	9
<u>ARTICLE 8 : ORGANISATION DES PRESTATIONS – PLANNING D'EXECUTION</u>	10
8.1 SUSPENSION OU MODIFICATION DES PRESTATIONS	10
8.2 COMPTES RENDUS SPÉCIFIQUES	10
8.3 CAHIER DE LIAISON	10
8.4 RÉUNIONS DE SUIVI	11
<u>ARTICLE 9 : VÉRIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS</u>	11
9.1 VÉRIFICATION	11
9.2 ADMISSION	11
<u>ARTICLE 10 : MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX</u>	11
10.1 FORME ET CONTENU DES PRIX	11
10.2 CARACTERE DES PRIX	12
10.3 AVANCE FORFAITAIRE	12
<u>ARTICLE 11 : MODALITES DE REGLEMENTS DES COMPTES</u>	12
11.1 FACTURATION	12
11.2 PAIEMENT	13
<u>ARTICLE 12 : PENALITES</u>	13
12.1 MODALITÉS D'APPLICATION DES PÉNALITÉS	13
12.2 PÉNALITÉS	13
<u>ARTICLE 13 : ASSURANCE</u>	14
<u>ARTICLE 14 : CONFIDENTIALITE</u>	14
<u>ARTICLE 15 : RESILIATION</u>	14
<u>ARTICLE 16 : REGLEMENT DES LITIGES</u>	14

1.1 OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la réalisation des **prestations de surveillance, de gardiennage et de sécurité/sûreté** du Lycée Victor Hugo de l'AEFE de Marrakech :

1.2 FORME DU MARCHE

Il s'agit d'un accord-cadre mono attributaire composite, s'exécutant pour partie sous, la forme d'un marché ordinaire et pour partie la forme d'un accord-cadre exécuté au moyen de bons de commande

Les prestations définies au CC ne sont divisées ni en tranches, ni en lots. En effet, le marché ne fait pas apparaître de prestations distinctes.

Les prestations définies au présent cahier des clauses particulières (CCP) ne sont divisées ni en tranches, ni en lots. En effet, le marché ne fait pas apparaître de prestations distinctes.

L'exécution du présent marché est soumise aux conditions techniques définies dans le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP), lequel précise de manière détaillée l'ensemble des prestations à réaliser ainsi que les exigences y afférentes.

Dans le cadre du présent marché, il est expressément précisé que la mise en œuvre des prestations repose sur une répartition claire, précise et non équivoque des responsabilités entre l'établissement et titulaire telle que définie par le Cahier des Clauses Particulières (CCP).

Cette répartition implique que chaque partie assume, dans la limite de ses attributions respectives, l'ensemble des obligations, charges et responsabilités qui lui incombent pour la bonne exécution du marché.

À ce titre, l'établissement assure la mise à disposition des moyens matériels nécessaires à l'exécution des prestations, tandis que le titulaire est chargé de l'exécution opérationnelle des prestations à travers la mobilisation de ressources humaines qualifiées, conformément aux exigences contractuelles et réglementaires en vigueur.

Cette répartition des responsabilités constitue une condition essentielle et déterminante de l'équilibre du présent marché.

1.2.1 Matériel mis à disposition par l'établissement

L'établissement assure, à sa charge exclusive, la mise à disposition au profit du titulaire de l'ensemble du matériel et des équipements de sécurité nécessaires à l'exécution des prestations objet du présent marché.

Ce matériel comprend notamment :

- les matériels de sécurité et équipements associés (CPV **29851300-2**), incluant les dispositifs destinés à assurer la protection des personnes et des biens ;
- les équipements de sécurité (CPV **29852100-7**), notamment les systèmes techniques de protection et de contrôle ;
- les dispositifs de sécurité (CPV **36930000-9**), tels que les systèmes de vidéosurveillance, alarmes et dispositifs de détection ;
- les accessoires de sécurité (CPV **36931000-6**), comprenant les éléments complémentaires nécessaires au bon fonctionnement des installations.

L'ensemble de ces équipements constitue le matériel de sécurité mis à disposition par l'établissement. Ils comprennent notamment, sans que cette liste soit limitative :

- les systèmes de vidéosurveillance ;
- les enregistreurs et supports de stockage des données ;
- les systèmes d'alarme et de détection d'intrusion ;
- les dispositifs de contrôle d'accès (badges, lecteurs, portiques, barrières) ;
- les équipements de liaison et de communication liés à la sécurité ;
- les installations techniques nécessaires au fonctionnement des dispositifs de sécurité.

L'ensemble de ce matériel demeure la propriété exclusive de l'établissement, qui en assure la fourniture, la mise à disposition et la disponibilité opérationnelle.

Le titulaire ne fournit aucun élément de ce matériel et en assure uniquement l'exploitation dans le cadre de l'exécution des prestations.

1.2.2 Prestations de services – responsabilité du titulaire

Le titulaire assure l'exécution des prestations objet du présent marché par la mobilisation d'un capital humain qualifié, formé et habilité dans le domaine de la sécurité et de la surveillance.

À ce titre, il est chargé de la mise en œuvre des prestations relevant notamment des services suivants :

- les services de sécurité (CPV **74610000-8**), assurant la protection des biens et des personnes au sein des sites concernés ;
- les services de gardiennage (CPV **74613000-9**), incluant le contrôle des accès, la surveillance des entrées et sorties ainsi que la présence statique sur les postes de garde ;
- les services de surveillance (CPV **74614000-6**), comprenant la surveillance continue des sites, la réalisation de rondes de sécurité et la détection des situations à risque ;
- les services de surveillance et de contrôle (CPV **74320000-8**), incluant le suivi opérationnel des installations et la gestion des incidents ;
- les services de conseil en matière de sécurité (CPV **74141700-6**), lorsque requis, incluant l'analyse des risques et les recommandations d'amélioration du dispositif de sécurité.

Dans le cadre de ses missions, le titulaire assure notamment :

- la surveillance permanente des sites et des accès ;
- le contrôle et le filtrage des personnes et des véhicules ;
- les rondes de prévention et de sécurité ;
- la supervision du fonctionnement du matériel de sécurité mis à disposition par l'établissement ;
- le signalement immédiat à l'administration du lycée de tout incident, anomalie ou dysfonctionnement ;
- l'intervention de premier niveau en cas d'événement affectant la sécurité.

Il s'engage également à assurer la continuité du service, la discipline, la tenue et le comportement professionnel de son personnel sur site, conformément aux exigences du Cahier des Clauses Particulières (CCP) et à la réglementation en vigueur.

Le marché se décompose en deux volets distincts :

- **Les prestations récurrentes de surveillance, gardiennage et sécurité/sûreté, exécutées à prix forfaitaire**, correspondent aux prestations réalisées par fréquence, nombre d'agents déployés, nature des opérations, sites et zones d'intervention, chiffrées au bordereau de décomposition du prix global et forfaitaire (BDPGF),
- **Les prestations à la demande, exécutées à prix unitaires**, correspondent aux prestations supplémentaires ou exceptionnelles, à titre d'exemple le renforcement ponctuel de la surveillance d'un site. Elles sont chiffrées au bordereau des prix unitaires (BPU) et s'exécutent au moyen de bons de commande émis au fur et à mesure des besoins, établis à partir des devis validés par le pouvoir adjudicateur et/ou des prix figurant au bordereau des prix unitaires (BPU).

1.3 PROCÉDURE DE PASSATION ET MONTANT

Il s'agit d'un marché à procédure formalisée dont le montant s'élève à 2 100 000 dirhams TTC

La notification du marché, et sa reconduction tacite, emporteront conclusion des prestations forfaitaires, qui constitueront le montant minimum du marché.

Pour les prestations à la demande, le montant maximum annuel est fixé à **300 000 DHS TTC**.

1.4 DUREE DU MARCHE

Le présent marché est conclu pour une durée deux (2) ans à compter **de la date de sa notification**.

Il sera ensuite reconductible tacitement une (1) fois pour une période de deux (2) ans. La durée maximum du marché est donc de quatre (4) ans, reconduction comprise.

La reconduction prendra la forme d'une décision tacite de la part de l'établissement et interviendra dans un délai d'un (1) mois avant l'échéance du renouvellement. Les titulaires du marché ne peuvent refuser sa reconduction.

ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché, par ordre de priorité, sont les suivantes :

2.1 PIECES PARTICULIERES

- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) ;
- Le bordereau de décomposition des prix global et forfaitaire (BDPGF) ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le cadre de mémoire technique ;
- Le règlement de consultation (RC),
- L'attestation de visite des sites ;
- Le planning de visite des sites.

2.2 PIECES GENERALES

Il est précisé que l'ensemble des conditions générales de vente du titulaire de service et/ou des fabricants qu'ils distribuent ne font pas partie des documents contractuels.

ARTICLE 3 : SOUS-TRAITANCE

Il n'est pas prévu de sous-traitance dans le cadre de ce marché.

ARTICLE 4 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

4.1 MESURES DE PRÉVENTION

Le titulaire doit assurer la stricte application des lois et règlements en vigueur sur les conditions de travail, sa durée et sur l'emploi de la main-d'œuvre marocaine et étrangère.

Avant tout commencement d'exécution des prestations, le pouvoir adjudicateur et le titulaire procèderont à une inspection commune des lieux de travail afin de délimiter les secteurs d'intervention, les zones à risques, les voies de circulation du personnel et globalement les risques professionnels. S'il y a lieu, cette visite aboutit à la rédaction d'un plan de prévention établi contradictoirement.

4.2 ORGANISATION DU TRAVAIL

Dans un délai de 8 jours à compter de la notification du marché, le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une liste indiquant les noms, prénoms, n° de CIN, n° d'affiliation à la CNSS, lieu et zone d'affectation (photocopie de la CIN ou tout autre renseignement qui pourrait être exigé) des personnes amenées (personnel d'encadrement inclus) à intervenir sur chaque site.

Cette liste doit être tenue à jour et transmise systématiquement au pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'interdire l'accès des locaux et de demander le remplacement immédiat des personnels ne donnant pas satisfaction, notamment en cas de violence verbale ou physique, ou de défaillance dans l'exécution des prestations.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire dans un délai de 15 jours, le bordereau de déclaration CNSS (datant de moins de 3 mois) ou une copie certifiée conforme du personnel affecté au présent marché.

ARTICLE 5 : LIEU D'EXECUTION, HORAIRES ET EFFECTIFS AFFECTÉS

Les lieux d'exécution des prestations sont les zones de l'établissement du pouvoir adjudicateur, énumérés à l'article 1.1 du présent CCP.

Le titulaire du marché a des obligations de moyens :

- A) La mise à disposition d'agents le lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi de 7h00 à 19h00 et le de 19h à 07h00 lors des périodes scolaires (selon le calendrier scolaire défini – environ 36 semaines par an) :**

N° Porte	Personnel Jour	Personnel Nuit	Total Agents /Bodyguards	Dimanche, jours fériés et vacances scolaires (jour et nuit)
Porte 1	1 chef d'équipe + 1 bodyguard + 3 accompagnateurs	1 agent + 1 agent patrouilleur	7	1 agent + 1 agent patrouilleur
Porte 2	1 agent relais (de la porte 1 ou patrouille)	1 agent relais (de la porte 1 ou patrouille)		1 agent relais (de la porte 1 ou patrouille)
Porte 3	1 agent + 1 bodyguard	–	2	
Porte 4	1 agent + 1 bodyguard	–	2	
Porte 4Bis	1 agent + 1 bodyguard	–	2	
Porte 5	1 agents + 1 bodyguard		2	
Porte 7	1 agent + 1 bodyguard	–	2	
Porte 9	1 agent	1 agent	2	1 agent

La mise à disposition d'agents le lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi, samedi et dimanche de à 7h00 à 19h00 et de 19h00 à 07h00 (365 jours / 365, y compris les jours fériés) :

Les zones du site de l'établissement concernés, la description des prestations, l'effectif ainsi que les plages horaires sont repris au BDPGF. **Ces informations pourront être modifiées à hauteur d'un delta de 20%. Aussi, la planification exhaustive de ces prestations sera définie entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur dès le début du marché à partir du planning d'intervention proposé par le titulaire**, dans les conditions prévues à l'article 8 du présent CCP.

Le titulaire devra se conformer scrupuleusement au planning d'intervention validé par le pouvoir adjudicateur.

Dans le cas de nécessités liées à la situation du pouvoir adjudicateur, il pourra être procédé au réaménagement des horaires et des fréquences. Ces modifications seront transmises par écrit au titulaire, au minimum 5 jours avant la date de début des prestations.

ARTICLE 6 : DESCRIPTION ET MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

6.1 CONDITIONS D'EXÉCUTION

Les prestations exécutées par le personnel du titulaire, ont pour objet d'assurer la surveillance, le gardiennage et la sécurité/sûreté de l'établissement du pouvoir adjudicateur.

Les interventions du titulaire ainsi que les résultats obtenus sont appréciées par le pouvoir adjudicateur au moyen de constatations et de contrôles de qualité, conformément au mémoire technique et au planning établi par le titulaire et dûment approuvé.

Le marché impose au titulaire une **obligation de moyen et de résultat**.

Le titulaire garantit les résultats définis au présent cahier des clauses particulières et met en œuvre, sous sa seule responsabilité et de sa propre initiative, tous les moyens compatibles avec l'activité de chaque établissement et qu'il estime nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

En conséquence, tous les moyens et modalités décrits dans le présent CCP, notamment les périodicités ou le nombre d'agents, ou tous les documents qui y sont cités ne sont que les moyens minimaux nécessaires au titulaire pour satisfaire à ses obligations.

Le respect de ces moyens ne peut suffire au titulaire pour se dégager de sa responsabilité qui reste pleine et entière.

Le titulaire ne peut se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations et faire état de difficultés pour ne pas assurer sa prestation partiellement ou en totalité dans le cadre défini par le présent CCP.

Le titulaire doit pouvoir mettre à disposition les renforts nécessaires en astreinte pour assurer les prestations à la demande.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de doter le titulaire de clés ou de télécommandes permettant l'accès à l'établissement du pouvoir adjudicateur. Les modalités de gestion des clés seront arrêtées d'un commun accord entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur.

En cas de perte ou de vol des clés ou télécommandes fournies par le pouvoir adjudicateur, le titulaire en avise aussitôt le pouvoir adjudicateur.

Celles-ci seront remplacées et refacturées au titulaire, conformément au tarif en vigueur, sur présentation de la facture correspondante.

6.2 DESCRIPTION DE LA PRESTATION

Le titulaire assure la surveillance, le gardiennage et la sécurité/sûreté de l'établissement du pouvoir adjudicateur, ainsi que de ses abords, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, 365 jours par an, y compris les dimanches et jours fériés.

La prestation comprend les missions suivantes :

- Assurer la sécurité/sûreté de l'établissement du pouvoir adjudicateur ;
- Contrôler les accès de l'établissement, vérifier les identités, assurer la fouille des véhicules et des sacs ;
- Savoir obligatoirement utiliser le dispositif de vidéosurveillance mis à disposition par l'établissement ;
- Encadrer les flux de personnes extérieures dans l'enceinte de l'établissement ;
- Réaliser des rondes de surveillance (nocturnes et diurnes le week-end, les jours fériés et les vacances) ;
- Consigner tout dysfonctionnement constaté dans le cahier de liaison (*Cf. Art. 8.3*) et transmettre au pouvoir adjudicateur un rapport hebdomadaire de suivi.
- Intervenir dans le cadre de l'assistance à une personne en danger en cas d'agression constatée contre un usager à l'intérieur de l'établissement du pouvoir adjudicateur ;
- Signaler tout comportement suspect ;
- Alerter les forces de Police en cas d'effraction et/ou intrusion et avertir immédiatement le pouvoir adjudicateur ;
- Se conformer à la réglementation en vigueur et informer obligatoirement le pouvoir adjudicateur de toute nouvelle disposition d'ordre réglementaire ;
- Adapter la prestation en cas de modification d'horaires ou en cas d'ajout d'une ou de plusieurs zones d'intervention.

La liste des missions décrites ci-dessus est non exhaustive. Cette dernière pourra être complétée ou modifiée, et ce pendant toute la durée du marché sans augmentation du marché.

6.3 PERSONNEL AFFECTÉ À L'EXÉCUTION DE LA PRESTATION

Le personnel du titulaire est tenu de :

- Porter en permanence un uniforme comportant les insignes de l'entreprise, disposés de manière à demeurer visibles en toutes circonstances,
- Porter de façon visible, un badge plastifié comportant une photo d'identité récente et un numéro d'immatriculation, y compris pour le personnel d'encadrement,
- Être titulaire d'un casier judiciaire vierge,
- Être ponctuel et vigilant,
- Maîtriser la langue française (*niveau B1 requis*),
- Respecter les lois et les règlements en vigueur,
- Rester courtois, patient et faire preuve de discernement en toutes circonstances,
- Faire respecter les règlements intérieurs de l'établissement,
- Avoir reçu une formation à la sécurité, notamment à la sécurité anti-incendie et anti-intrusion,
- Respecter l'obligation de réserve et de confidentialité, aucune information résultant de l'exécution du présent marché ne doit être divulguée,
- Avertir immédiatement le pouvoir adjudicateur en cas d'incident (vol, dégradation, casse...),
- Gérer les accès des véhicules dans l'enceinte de l'établissement du pouvoir adjudicateur,
- Participer aux différents exercices de sécurité (incendie, intrusion, etc.),
- Mettre en application et respecter les consignes, règlements et procédures applicables à sa fonction et au site d'intervention, en liaison avec le ou les responsables désignés par le pouvoir adjudicateur,
- Ne jamais utiliser son téléphone portable pendant l'exercice de sa fonction,
- Ne jamais abandonner son poste avant l'arrivée de son remplaçant, toute absence devant être signalée au pouvoir adjudicateur,
- Ne pas fumer pendant les horaires de travail,
- Ne pas prendre d'initiative dangereuse
- Il est formellement interdit aux agents de prendre des photographies ou des vidéos à l'intérieur de l'établissement (élèves, personnels ou installations de sécurité) et de les diffuser sur les réseaux sociaux.

Le titulaire veille à ce que son personnel soit positionné de manière visible, sans être exposé, mais de façon à ce que sa présence exerce un effet dissuasif.

Le personnel du titulaire, chargé du fonctionnement du SAS de sécurité ou de la guérite, doit se tenir derrière la porte et rester prêt à verrouiller les accès en cas de tentative d'intrusion.

Sauf situation exceptionnelle, le titulaire doit veiller à une affectation régulière de son personnel.

Le personnel affecté au marché exerce ses fonctions sous l'autorité et la coordination d'un superviseur, chargé de suivre en temps réel la situation de l'établissement du pouvoir adjudicateur et de rendre compte immédiatement aux responsables désignés par celui-ci.

Le superviseur doit maîtriser le français (niveau B1 requis) et être joignable en permanence.

Aucun membre du personnel du titulaire ne sera admis dans l'enceinte de l'établissement du pouvoir adjudicateur s'il n'est pas revêtu de sa tenue professionnelle, s'il est dépourvu de son badge ou s'il présente une tenue négligée.

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du pouvoir adjudicateur un personnel qualifié et expérimenté, apte à assurer l'exécution des prestations dans le strict respect des prescriptions du présent CCP.

En cas d'appréciation défavorable de la prestation d'un agent par le pouvoir adjudicateur, le titulaire est tenu de procéder à son remplacement dans un délai maximal de vingt-quatre (24) heures. L'agent concerné ne pourra, en aucun cas, être réaffecté sur un autre établissement relevant du périmètre du présent marché.

6.4 PRESTATIONS EXCEPTIONNELLES

Le titulaire est tenu, à la demande du pouvoir adjudicateur, d'assurer des prestations exceptionnelles, complémentaires ou urgentes, notamment en cas de nécessité de renforcement de la surveillance d'un site, résultant par exemple d'un afflux de visiteurs, de l'exécution de travaux ou d'événements spécifiques (marchés de Noël, compétitions sportives d'envergure, etc.).

Le titulaire est dans l'obligation de répondre à toute sollicitation du pouvoir adjudicateur pour des prestations exceptionnelles ou complémentaires, et de mettre à disposition, dans un délai n'excédant pas douze (12) heures, l'effectif requis, quel que soit le nombre d'agents demandé.

ARTICLE 7 : MOYENS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1 ORGANISATION

Le titulaire est tenu d'assurer la surveillance, le gardiennage et la sécurité/sûreté de l'établissement, des biens et des personnes relevant du pouvoir adjudicateur, conformément aux dispositions du présent cahier des clauses particulières.

Le fonctionnement et l'organisation des équipes sont définis par le titulaire dans le mémoire technique remis avec son offre.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de réaménager et de modifier l'organisation de la prestation (répartition des agents, zones d'intervention, etc.) en fonction de l'évolution des besoins en matière de sécurité/sûreté, de manière temporaire ou permanente, l'établissement est susceptible de demander au titulaire des modifications relatives à l'organisation de la prestation.

Ces adaptations n'entraînent aucune modification des conditions financières du marché.

En cas de défaillance en cours de service ou d'absence imprévisible d'un agent, le titulaire est tenu d'assurer son remplacement dans un délai n'excédant pas une (1) heure à compter de la notification de l'absence par courriel ou appel téléphonique du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire est réputé disposer en permanence des effectifs nécessaires pour faire face à tout incident et est tenu d'assurer, sans délai, le remplacement de son personnel, tant en cas d'absences planifiées (congrés, formations, etc.) qu'en cas d'absences imprévues (maladie, empêchement, etc.).

Le titulaire a l'obligation d'assurer, sans interruption, la surveillance, le gardiennage et la sécurité/sûreté de l'établissement du pouvoir adjudicateur, conformément aux prescriptions du présent cahier des clauses particulières.

Le titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur, les fiches de postes de l'ensemble des agents affectés à l'exécution de la prestation.

7.2 ENCADRANT

La présence hebdomadaire de l'encadrant sur chaque site est définie par le titulaire dans le mémoire technique remis avec son offre.

Le titulaire s'engage à désigner et à maintenir pendant toute la durée du marché, un encadrement compétent et qualifié. Il est l'interlocuteur privilégié du pouvoir adjudicateur dans le suivi global du marché, et en particulier pour la réalisation des contrôles qualité.

Cet interlocuteur unique doit maîtriser le français (*niveau B1 requis*) et être joignable à tout moment.

L'encadrant désigné par le titulaire assume la responsabilité de l'encadrement du personnel, veille au respect de la discipline, supervise les modalités d'exécution des prestations et, d'une manière générale, assure l'application des clauses du présent marché.

En cas d'absence, il doit être remplacé par une personne possédant des compétences équivalentes et déchargée des tâches de gardiennage. Le titulaire doit communiquer préalablement le nom et les coordonnées du remplaçant.

L'encadrant est tenu d'intervenir à la demande formelle du pouvoir adjudicateur.

Il est chargé de :

- Superviser et veiller à l'exécution de la prestation ;
- Se signaler systématiquement auprès des représentants du pouvoir adjudicateur, après chaque passage ;
- Établir un rapport hebdomadaire recensant tout dysfonctionnement et/ou incident survenu et le transmettre au représentant du pouvoir adjudicateur responsable de la sécurité/sûreté.
- Avertir et alerter d'urgence, par téléphone et par courriel, les représentants du pouvoir adjudicateur de tout incident.
- Une réunion mensuelle doit être tenue avec les représentants de l'établissement

Il est précisé que l'encadrant n'exerce aucune tâche opérationnelle. Son rôle se limite à assister les agents et à contrôler la qualité de leurs interventions. Il ne doit en aucun cas se substituer à un agent absent.

7.3 CONDITIONS D'ACCÈS AUX SITES DU POUVOIR ADJUDICATEUR

7.3.1 ACCÈS DU PERSONNEL DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de se conformer strictement, pendant toute la durée du marché, au protocole d'accès aux sites du pouvoir adjudicateur pour l'ensemble de son personnel. À ce titre, il doit notamment :

- Signer le registre d'entrée à chaque intervention ;
- Respecter scrupuleusement les horaires fixés pour l'exécution des prestations ;
- Porter en permanence l'uniforme et le badge d'identification fournis par le titulaire ;
- Se conformer aux règlements intérieurs en vigueur sur les sites ;
- Respecter les zones d'accès autorisées ainsi que l'ensemble des dispositifs de sécurité/sûreté en place ;
- Observer et appliquer toute autre instruction communiquée par le pouvoir adjudicateur.

7.3.2 ACCÈS DES PERSONNES EXTÉRIEURES

Le titulaire est tenu de veiller à ce que les personnes extérieures (visiteurs, fournisseurs, parents, etc.) respectent, les mesures de sécurité/sûreté définies par le pouvoir adjudicateur, notamment :

- Contrôler l'identité des personnes à l'entrée et remettre les badges visiteurs ;
- Assurer l'accompagnement ou l'encadrement des personnes selon les zones d'accès autorisées ;
- Veiller au respect des règlements intérieurs et des consignes de sécurité/sûreté en vigueur ;
- Contrôler les accès véhicules et les zones sensibles, conformément aux instructions du pouvoir adjudicateur.

Tout manquement à ces obligations peut engager la responsabilité contractuelle du titulaire, et donner lieu, le cas échéant, à l'application des pénalités prévues au présent marché.

7.4 CONTROLES INOPINES

Le pouvoir adjudicateur se réserve, chaque fois que nécessaire, le droit de vérifier l'exécution de la prestation, notamment la qualification du personnel, la présence et la tenue des agents, le respect des consignes de sécurité/sûreté, la vigilance des agents et la tenue des registres.

Cette énumération est donnée à titre indicatif et non de façon limitative.

Chaque contrôle, effectué de manière aléatoire, est consigné dans le registre des contrôles internes. En cas de non-conformité aux prescriptions du présent cahier des clauses particulières, le titulaire en est informé par courrier électronique et se voit appliquer la pénalité prévue à l'article 12.2.

7.5 DOMMAGES CAUSÉS AUX INSTALLATIONS, ÉQUIPEMENTS ET MATÉRIELS DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Le titulaire s'engage à faire bon usage des équipements, matériels et installations mis à sa disposition ou dont il a la charge. Il répond de toute dégradation causée par son personnel et est tenu, de plein droit et à ses frais exclusifs, d'assurer la remise en état ou le remplacement desdits biens.

À défaut de remise en état dans les délais impartis, le pouvoir adjudicateur pourra faire exécuter d'office les réparations nécessaires, aux frais du titulaire et sans mise en demeure préalable.

7.6 FORMATION

Le titulaire est tenu d'assurer, à ses frais, la formation de l'ensemble du personnel affecté à l'exécution de la prestation, y compris celle des agents recrutés en cours d'exécution, afin de garantir la maîtrise des consignes, procédures et obligations résultant du présent cahier des clauses particulières.

Le pouvoir adjudicateur organise, à son initiative, des formations destinées au personnel du titulaire, y compris au personnel d'encadrement. Ces formations peuvent porter, notamment, sur les dispositifs et protocoles de sûreté et de sécurité applicables dans l'établissement du pouvoir adjudicateur, la sécurité incendie, les premiers secours, ainsi que sur les habilitations spécifiques requises (électrique, etc.).

Le nombre et la fréquence de ces formations sont déterminés à la seule appréciation du pouvoir adjudicateur. Le titulaire a l'obligation de garantir la présence effective de tout le personnel concerné aux formations organisées.

L'ensemble du personnel affecté à l'exécution du marché est tenu, de plein droit, de suivre ces formations, dès leur mise en place, et d'en respecter scrupuleusement les modalités.

Une session d'intégration sur site doit obligatoirement avoir lieu pour chaque nouvel agent (titulaire ou remplaçant) avant sa première prise de poste, afin qu'il connaisse parfaitement les spécificités des zones d'intervention et les protocoles d'urgence.

ARTICLE 8 : ORGANISATION DES PRESTATIONS – PLANNING D'EXÉCUTION

Dès le démarrage et tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de planifier ses interventions de manière à assurer le respect des obligations de résultat qui lui incombent.

Une réunion est tenue au démarrage du présent marché entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire afin de définir l'organisation des prestations. Cette réunion porte notamment sur la présentation des interlocuteurs respectifs, l'établissement du planning mensuel ou annuel des interventions et des contrôles qualité, la présentation détaillée des prestations à exécuter ainsi que la répartition des obligations et responsabilités de chaque partie.

Exiger une réunion mensuelle avec l'encadrant.

Pour l'établissement de son planning d'exécution, le titulaire prend en considération, notamment :

- la législation en vigueur ;
- les recommandations formulées par le pouvoir adjudicateur ;
- son expérience professionnelle ;
- les fréquences prévues au présent cahier des clauses et au BDPGF.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'aménager ou de modifier ce planning afin de garantir l'exécution des obligations contractuelles, sans que ces adaptations puissent remettre en cause les prix fixés au BDPGF.

Le planning mensuel d'exécution de la prestation doit impérativement préciser les jours de la semaine et le mois concerné, l'identité des agents affectés par établissement, le nombre total d'agents par zone d'intervention, les horaires de service, les modalités de roulement, ainsi que tout autre renseignement exigé par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire est tenu d'assurer le remplacement systématique des agents durant leurs périodes de pause, afin de garantir la continuité du service.

Le planning doit être transmis au pouvoir adjudicateur **au moins quinze (15) jours** avant le début du mois concerné, à défaut, des pénalités sont appliquées.

8.1 SUSPENSION OU MODIFICATION DES PRESTATIONS

Le pouvoir adjudicateur peut décider de suspendre les prestations en cas de force majeure ou de fermeture de l'établissement. Le titulaire en sera informé par écrit.

En cas d'événements exceptionnels affectant les locaux couverts par le marché (travaux de restructuration, etc.), toute réorganisation de la prestation fera l'objet d'un accord préalable entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire par voie d'avenant.

8.2 COMPTES RENDUS SPÉCIFIQUES

En cas d'événement important, le titulaire est tenu, sur demande du pouvoir adjudicateur, de rédiger, dans un délai maximal d'un (1) jour, un rapport détaillé décrivant le désordre constaté, ses causes, ainsi que les mesures proposées pour y remédier.

De plus, en cas de constatation d'une anomalie susceptible d'affecter la sécurité des personnes et/ou des biens, le titulaire en avise immédiatement le pouvoir adjudicateur.

8.3 CAHIER DE LIAISON

Le titulaire doit tenir à la disposition du pouvoir adjudicateur un registre, dit « *cahier de liaison* », pour chaque site.

Ce registre doit consigner de manière exhaustive tous les événements relatifs à l'exécution du service, notamment : les heures d'arrivée et de départ des agents et encadrants, les horaires des rondes et contrôles effectués, les incidents ou anomalies constatés, ainsi que les observations émises par l'encadrant lors des contrôles hebdomadaires.

Toutes les consignes émises par le pouvoir adjudicateur y sont également consignées.

Chaque registre est déposé en un lieu désigné par le pouvoir adjudicateur et visé régulièrement par ses représentants.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que tout événement susceptible de constituer un risque majeur et/ou immédiat doit être signalé sans délai à la connaissance du pouvoir adjudicateur.

À chaque prise de poste, l'encadrant est tenu de prendre connaissance des observations consignées dans le cahier de liaison.

Sur la base des observations consignées dans le cahier de liaison, le titulaire établit un compte rendu destiné à être présenté à la réunion trimestrielle de coordination.

Le titulaire est dans l'obligation de transmettre ce compte rendu au pouvoir adjudicateur au plus tard quarante-huit (48) heures avant la date fixée pour la réunion.

La présence de l'encadrant à la réunion trimestrielle de coordination est obligatoire.

L'ordre du jour de cette réunion portera notamment sur :

- L'examen du compte rendu trimestriel ;
- L'analyse des problèmes rencontrés et des incidents survenus ;
- Le suivi des actions entreprises et la planification des actions à entreprendre ;
- Les éventuelles modifications du planning ;
- Et tout sujet jugé pertinent pour le suivi et la bonne exécution du service.

8.4 RÉUNIONS DE SUIVI

À compter de la notification du présent marché, des réunions de suivi seront organisées au minimum une fois par trimestre, à l'initiative du titulaire ou du pouvoir adjudicateur.

Lors de ces réunions, seront notamment examinés la conformité de la prestation aux exigences définies par le présent marché, l'évolution éventuelle des consignes et/ou des moyens de sécurité et de sûreté en fonction des besoins identifiés, ainsi que toute proposition d'amélioration visant à optimiser l'exécution des prestations.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'effectuer des points de suivi avec le titulaire chaque fois qu'il le jugera nécessaire.

ARTICLE 9 : VÉRIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

9.1 VÉRIFICATION

Le titulaire s'engage à exécuter la prestation dans les délais impartis, avec diligence, efficacité et professionnalisme, conformément aux pratiques et normes communément reconnues pour des prestations de nature similaire.

Il est tenu, à ses frais, de rectifier toute prestation rejetée ou jugée non conforme aux dispositions du présent marché par le pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder, à tout moment, à des contrôles quantitatifs et qualitatifs portant sur l'exécution de la prestation

Le représentant du pouvoir adjudicateur, chargé de la liaison avec le titulaire, veille au respect du planning des prestations ainsi qu'à la qualité de leur exécution, conformément aux dispositions du présent cahier des clauses particulières.

9.2 ADMISSION

À l'issue des vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises selon les conditions suivantes : chaque fois que le pouvoir adjudicateur constate que la prestation n'a pas été exécutée de manière satisfaisante, il en informe le titulaire par courrier ou courriel ou en consignant une observation dans le cahier de liaison prévu à l'article 8.3. Dans tous les cas, elles seront proportionnelles aux imperfections constatées.

Des pénalités pourront être appliquées conformément à l'article 12.2 du présent CCP.

ARTICLE 10 : MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX

10.1 FORME ET CONTENU DES PRIX

Le marché est conclu à prix forfaitaire pour les prestations mensuelles et à prix unitaires pour les prestations exceptionnelles, lesquelles donnent lieu à l'émission de bons de commande.

Les prix tiennent compte des sujétions prévues par les documents contractuels. Le titulaire est en outre réputé avoir pris connaissance des autres sujétions et contraintes liées notamment à la localisation des sites du pouvoir adjudicateur.

Les prix du marché sont exprimés en dirhams hors taxes et sont réputés couvrir l'intégralité des prestations définies par le présent marché.

Ils sont arrêtés par le titulaire dans le bordereau des prix global et forfaitaire (BDPGF) et dans le bordereau des prix unitaires (BPU), annexés au présent CCP.

Les prix comprennent toutes charges fiscales, parafiscales ou autres, y compris les droits de douane, applicables de plein droit aux prestations.

Toute modification des taxes fiscales ou parafiscales ne donnera pas lieu à la passation d'un avenant. Les nouveaux taux seront applicables de plein droit aux prestations exécutées à compter de leur entrée en vigueur.

10.2 CARACTERE DES PRIX

Les prix sont fermes et révisables annuellement pendant toute la durée initiale d'exécution du marché. Toutefois, à la demande du titulaire et sous réserve de l'accord préalable de l'établissement, une actualisation des prix pourra être envisagée. Les nouveaux prix acceptés seront formalisés par un ordre de service.

Une révision du salaire minimum pourra être appliquée lors de la reconduction pour les deux années restantes, suite à la revalorisation du SMIG conformément à la formule suivante :

$$P = (0,20 \times P_0) + (0,80 \times P_0 \times T)$$

P₀ = montant annuel hors taxe de la prestation initiale

P = montant annuel hors taxe révisé de la prestation

T = taux d'évolution du SMIG constaté entre le SMIG de référence et le nouveau SMIG en vigueur

Le coefficient de 0,20 correspond à la part des charges et frais non affectés par la variation du SMIG, et le coefficient de 0,80 représente la part de la masse salariale.

Le SMIG horaire applicable à la date de lancement du marché (avril 2026), fixé à 17,92 dirhams (BORM n° 7469 du décret n° 2.25.983), constitue la base de référence pour le calcul de la révision.

10.3 AVANCE FORFAITAIRE

Aucune avance forfaitaire ne peut être versée dans le cadre du présent marché.

ARTICLE 11 : MODALITES DE REGLEMENTS DES COMPTES

11.1 FACTURATION

Le paiement des prestations forfaitaires s'effectue par règlement mensuel à terme échu, sur la base du douzième (1/12) de la valeur annuelle du marché. Les prestations exceptionnelles font l'objet d'une facturation distincte, après exécution ou livraison complète des prestations, et au fur et à mesure de leur réalisation.

Le paiement des prestations est effectué sur présentation de factures établies conformément aux prix stipulés au présent marché :

Elles comporteront, outre les mentions légales obligatoires, les indications suivantes :

- Le numéro et la date de la facture
- La référence du marché et le cas échéant, le numéro du bon de commande
- Le nom et l'adresse complète du titulaire
- Le RC, l'IF, l'ICE, le numéro de patente et le numéro CNSS
- Le nom et l'adresse de l'établissement : L'AEFE- Lycée Français Victor Hugo route de Targa BP 2406 /40000 Marrakech
- Le numéro du compte bancaire tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement
- Le numéro et la date du bon de commande (pour les prestations à la demande)
- Le numéro et la date du bon de livraison ou de la fiche d'intervention

- La désignation précise des prestations
- Le prix unitaire H.T
- La quantité
- Le taux et le montant de la T.V.A.
- Le montant T.T.C
- La date de réalisation des prestations (date du service fait)
- Le cachet et la signature du titulaire

Pour les prestations supplémentaires, un double du bon de commande et du bon de livraison devra être annexé à la facture.

Elles devront être adressées à intendance@citescolairehugorenoir.org ; gestionnaire-adjointe@citescolairehugorenoir.org , gestionnaire-technique@citescolairehugorenoir.org

Le défaut de toute mention obligatoire entraîne le renvoi de la facture au titulaire et la suspension du délai de paiement jusqu'à réception d'une facture conforme aux prescriptions ci-dessus.

11.2 PAIEMENT

Le règlement des prestations s'effectue par virement administratif.

ARTICLE 12 : PENALITES

12.1 MODALITÉS D'APPLICATION DES PÉNALITÉS

Sauf cas de force majeure ou prolongation de délai résultant d'un accord écrit du pouvoir adjudicateur, les pénalités courent à compter du constat du retard, de la mauvaise exécution ou de l'infraction, sans mise en demeure préalable.

Elles sont notifiées par écrit et doivent obligatoirement être reportées sur les factures.

12.2 PÉNALITÉS

Les pénalités prévues ci-dessous sont appliquées sans mise en demeure préalable, sur simple constat de non-conformité aux dispositions du présent cahier des clauses particulières par le pouvoir adjudicateur :

Nature du constat	Montant TTC
Retard d'un agent	250,00 DHS par constat et par agent
Absence d'un agent	500,00 DHS par constat et par jour
Absence de l'encadrant aux réunions de suivi	1 000,00 DHS par constat et par réunion
Absence ou insuffisance de l'EPI des agents	500,00 DHS par constat et par jour
Planning mensuel non transmis <i>ou</i> transmis hors délai	500,00 DHS par constat et par jour
Retard ou non transmission de documents demandés : CIN, attestation d'assurance, attestation CNSS, rapports d'activité, etc.	500,00 DHS par constat et par jour
Absence du personnel du titulaire (agents et/ou encadrants) à une formation assurée par le pouvoir adjudicateur	300,00 DHS par constat et par personne

Une pénalité forfaitaire de 1 500 DHS TTC (mille dirhams toutes taxes comprises) sera appliquée à tout manquement aux prescriptions prévues du présent marché.

Pénalité de dégradation du matériel

Toute dégradation, détérioration ou perte du matériel de l'établissement mis à la disposition du titulaire, imputable à ce dernier, entraîne l'application d'une pénalité forfaitaire de 2 000 DHS TTC par incident constaté, sans préjudice de la refacturation intégrale des frais de réparation ou de remplacement.

Ces pénalités sont imputées sur le montant de la facture ; leur déduction doit y figurer expressément.

A défaut, la mise en paiement de la ou des facture (s) sera suspendue.

Toutes les pénalités ci-dessus sont cumulables.

Une répétition de ces constats peut entraîner la résiliation du présent marché.

ARTICLE 13 : ASSURANCE

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 14 : CONFIDENTIALITE

Chaque partie s'engage à traiter de manière strictement confidentielle toute information et tout documents liés à l'exécution de la prestation, et à ne pas les utiliser ni les divulguer, directement ou indirectement à des tiers.

Chaque partie doit, à la fin de la relation contractuelle, restituer tout document contenant des informations confidentielles qui lui aura été confié par l'autre partie et n'en conserver aucune copie.

Si le présent marché conduit le titulaire à recourir à un ou des traitements de données à caractère personnel, celui-ci en assure la responsabilité en qualité de responsable de traitement et s'engage à respecter en la matière tant la réglementation marocaine que le règlement européen n°2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des données à caractère personnel (RGPD) et de la loi française n°78-17 modifiée du 6 janvier 1978 dite « Informatiques et Libertés », la norme applicable en cas de divergence entre ces réglementations étant la plus contraignante.

Chaque partie s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la confidentialité des informations, de quelque nature qu'elles soient, qui lui sont communiquées comme telles par l'autre partie, soit dans le cadre de l'exécution du contrat, soit dont elle aurait eu connaissance au cours de la réalisation de la prestation.

Les parties s'engagent à n'utiliser ces informations confidentielles qu'aux seules fins de l'exécution de la prestation de services prévue au contrat.

De même, les parties s'interdisent d'exploiter, directement ou indirectement, pour leur propre compte ou pour le compte d'un tiers, tout ou partie de ces informations.

À la fin de la relation contractuelle, chaque partie s'engage à restituer à l'autre l'ensemble des documents contenant des informations confidentielles qui lui auraient été confiés et à n'en conserver aucune copie, sous quelque forme que ce soit.

L'obligation de confidentialité demeure en vigueur pendant toute la durée d'exécution du contrat et pendant une période de vingt (20) ans à compter de la fin de la prestation.

ARTICLE 15 : RESILIATION

L'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire, soit pour faute du titulaire, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées ci-après.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. Sous réserve des stipulations particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

Résiliation pour événements extérieurs au marché :

1. Décès ou incapacité civile du titulaire :

En cas de décès ou d'incapacité civile du titulaire, l'acheteur peut résilier le marché ou accepter sa continuation par les ayants droit ou le curateur. Un avenant de transfert est établi à cette fin.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date du décès ou de l'incapacité civile. Elle n'ouvre droit pour le titulaire ou ses ayants droit à aucune indemnité.

2. Sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire :

En cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, le marché est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues par la réglementation en la matière, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le marché est résilié, si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues par la réglementation en la matière, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

3. Incapacité physique du titulaire :

En cas d'incapacité physique manifeste et durable du titulaire compromettant la bonne exécution du marché, l'acheteur peut résilier le marché.

La résiliation n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

Résiliation pour événements liés au marché :

Difficulté d'exécution du marché :

Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, l'acheteur peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur résilie le marché.

Résiliation pour faute du titulaire :

L'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas suivants :

- a) Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail, à la protection de l'environnement, à la sécurité et la santé des personnes ou à la préservation du voisinage ;
- b) Le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
- c) Le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou s'il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants ;
- d) Le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances ;
- e) Le titulaire n'a pas communiqué les modifications touchant la structure de sa société et ces modifications sont de nature à compromettre la bonne exécution du marché ;
- f) Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux ;
- g) Le titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité, conformément à l'article 5 ;
- h) Postérieurement à la signature du marché, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- i) Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché, s'avèrent inexacts ;
- j) Lorsque le remplaçant de la personne désignée pour assurer la conduite des prestations est récusé, à défaut de désignation d'un nouveau remplaçant dans un délai de trente jours, ou de récusation de celui-ci dans un délai de trente jours.

2. Une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, l'acheteur informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

3. La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

Résiliation pour motif d'intérêt général :

L'acheteur peut résilier le marché pour motif d'intérêt général sans que le titulaire ne puisse prétendre à droit à une indemnité de résiliation.

Toutefois, le titulaire a droit à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

Ces indemnités sont portées au décompte de résiliation, sans que le titulaire ait à présenter une demande particulière à ce titre.

ARTICLE 16 : REGLEMENT DES LITIGES

A défaut d'accord amiable, les litiges éventuels sont portés devant la juridiction compétente.

Tout différend survenant entre les parties à l'occasion de l'interprétation, de l'exécution ou de l'inexécution du présent contrat sera de la compétence exclusive du Tribunal de commerce de Marrakech, auquel les parties attribuent expressément compétence, même en cas d'appel en garantie ou de pluralité de défendeurs.

A Marrakech,
Le.....

A,
Le.....

L'Ordonnateur principal
L'AEFE de Marrakech,

Mme Chantal Levy.

Le titulaire ou son représentant légal,